

Déclaration de la FSU au CDEN du 16 septembre 2022

**Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil départemental,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,**



Cette rentrée a été marquée par la pénurie d'enseignant.es et plus généralement de personnels dans l'Éducation Nationale. Mais si les médias ont relayé l'inadmissible situation concernant les enseignant.es, si notre Ministre y est allé de son opération de communication et de désamorçage en annonçant cette pénurie, il en est malheureusement de même pour les infirmières scolaires, les psychologues, les AED, les personnels administratifs, les médecins scolaires et plus généralement pour l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, jusqu'aux postes de direction de plus en plus occupés par des « faisant fonction ». Cette situation est, nous l'avons dit, inadmissible !

Inadmissible et insupportable pour les élèves qui se voient privés d'un enseignement pourtant obligatoire.

Inadmissible et insupportable pour les parents qui, légitimement, font de moins en moins confiance à une institution incapable d'assurer ses obligations.

Inadmissible et insupportable pour ces personnels précaires recrutés en « job dating » qui sont lancés du jour au lendemain sans formation et avec un contrat précaire.

Inadmissible et insupportable, la situation des trop rares lauréats des concours dont les titulaires d'un master MEEF doivent assurer directement un temps complet et peuvent être nommés en dehors de leur Académie.

Inadmissible et insupportable les collègues dans l'attente du comité médical, du fait du manque de médecins scolaires.

Inadmissible et insupportable pour les personnels titulaires qui voient leur profession dévalorisée, déclassée et précarisée.

Et bien entendu, aucune prise en compte de deux années de pandémie catastrophique à la fois pour la scolarité des élèves et pour les conditions de travail des personnels !

Aujourd'hui, personne n'ignore qu'une des principales raisons de cette pénurie d'enseignant.es est liée à une rémunération plus qu'insuffisante et chacun admet la nécessité de mieux payer les personnels de l'Éducation nationale. Mais il ne faudrait pas non plus oublier des conditions de travail dégradées, notamment par les cinq années de réformes Blanquer, qui ont entraîné une perte de sens du métier. Et ce ne sont pas les orientations du gouvernement concernant la voie professionnelle qui vont améliorer cette situation.

Au contraire la nomination d'une ministre déléguée à l'enseignement professionnel placée sous la double autorité du ministère du Travail et du ministère de l'Éducation Nationale est, pour la FSU, une ligne rouge franchie par le gouvernement ! C'est une négation de la place et du rôle primordial des lycées professionnels qui scolarisent et forment 1/3 de la jeunesse lycéenne à des métiers essentiels, et qui participent à l'élévation du niveau de qualification des jeunes les plus fragiles.

Dans ces conditions, le nouveau ministre a été contraint d'annoncer une revalorisation des salaires à la rentrée 2023 (rappelons qu'actuellement un enseignant démarre avec 1,1 fois le SMIC au lieu de 2,2 dans les années 1980 et que l'augmentation de 3,5 % du point d'indice est bien en deçà des 7 % de l'inflation) mais cette revalorisation ne concernerait, si on en croit les annonces du ministre dans la presse, que les 10 premières années de carrière.

Pour la FSU, c'est sur l'ensemble des grilles de rémunération et de carrière qu'il faut intervenir, en intégrant des mesures nécessaires pour permettre en particulier d'atteindre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et une indexation du point d'indice sur les prix. C'est un enjeu de société car il en va de l'attractivité des métiers de l'Éducation Nationale, de l'existence de ce service public qui doit répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire, et de la possibilité de vivre dignement de sa pension.

L'Yonne n'a pas été épargnée par cette pénurie. A la rentrée, il manquait des enseignants dans plusieurs collèges et lycées et des classes avaient - et ont toujours - des emplois du temps incomplets en raison de l'absence d'un ou plusieurs enseignants. Depuis deux semaines, pour tenter de combler ce manque, on voit arriver des contractuels nommés du jour au lendemain. Combien tiendront une année complète dans ces conditions ? Bienvenue dans l'Éducation Nationale !

On sait également qu'il restera encore cette année des élèves qui n'auront pas de professeur et donc pas de cours de musique, de technologie et d'Arts plastiques comme c'était déjà le cas l'an passé. Sans compter sur les absences non remplacées en cours d'année avec un COVID toujours bien présent, lui !

La situation est encore plus compliquée concernant les infirmières scolaires : toujours aucune pour le collège de Villeneuve sur Yonne, pour le collège de Paron et au lycée de Sens (plus de 3 000 élèves, 500 personnels et un internat) une titulaire qui va partir prochainement à la retraite et une stagiaire ! Ça aussi c'est inadmissible et insupportable !

Inadmissible et insupportable, comme l'est également la situation des collègues AESH dont la gestion en PIAL est digne de celle concernant les personnels de caisse de la grande distribution, toujours plus flexible et accompagnant de plus en plus d'élèves, sans augmentation de leur temps de service et donc de leur rémunération : du perdant-perdant en quelque sorte !

Concernant le Conseil Départemental, et même si la cicatrice de la fermeture de Bienvenu Martin ne sera jamais refermée, nous soulignons la volonté de sa part d'investir dans les collèges à cette rentrée.

Ainsi, les documents fournis attestent notamment d'une augmentation significative de près de 2 millions d'euros de dotation pour les collèges, ce qui anticipe l'augmentation des prix de l'énergie. Espérons que cela suffise !

Pour la FSU, les investissements dans la rénovation énergétique ou encore dans l'informatique, très attendus, vont également dans le bon sens, ainsi que la possibilité pour l'ensemble des collégiens qui en ont fait la demande de participer à l'opération « Collège au cinéma » par exemple.

Reste qu'il nous faut encore améliorer les échanges, comme cela a été le cas lors des audiences que vous nous avez accordées, Monsieur le Président du Conseil Départemental, lors des visites d'établissement à Migennes et Villeneuve-sur-Yonne.

Pour la FSU, il est essentiel que ces sommes investies répondent au mieux aux besoins et aux priorités des usagers que sont les élèves et les personnels, et donc de les consulter en amont des travaux. Ainsi comme nous l'avons déjà dénoncé, les serrures électroniques qui apparaissent dans les documents est ce qu'il ne faut pas faire : un investissement important qui va impacter le quotidien des usagers et ceci sans aucune concertation.

Sur l'aspect environnemental, si le département prend en compte, je cite « *le constat implacable du réchauffement climatique* » dans ses investissements, il est dommage que ne soit mentionnée nulle part la végétalisation des espaces, notamment celle des cours des établissements.

Reste également le problème des points d'eau et sanitaires dont le COVID, malheureusement toujours présent, a révélé le nombre insuffisant.

Concernant la politique de ressources humaines du Conseil Départemental, la FSU tient à alerter dès cette rentrée sur les absences des agents non remplacés. Ceux-ci ont déjà été très sollicités pendant la pandémie et doivent trop souvent encore pallier les absences de leurs collègues sans aucune reconnaissance de leurs efforts.

Cela crée des tensions et un cercle vicieux qui entraîne d'autres arrêts. Pour la FSU, l'enveloppe financière affectée aux remplacements doit permettre d'éviter cet écueil.

Enfin, cette rentrée est également marquée par la crise énergétique et par une inflation qui pèse déjà lourdement sur les plus précaires. Les augmentations de 3,5 % des fonctionnaires et de 4 % des pensions de retraite sont loin du compte pour préserver les conditions de vie de tou-tes.

De même, pour les jeunes et leur famille, les bourses ou l'allocation de rentrée scolaire restent insuffisantes pour compenser l'inflation.

C'est pourquoi la FSU, avec la CGT et Solidaires, appellent à la grève et la manifestation le 29 septembre prochain, pour les salaires, les pensions, les bourses d'études et les minimas sociaux !